

MANIFESTE DES MISSIONNAIRES QUEBECOIS EXPULSES DU CHILI

Document tiré de RELATIONS, décembre 1973, pp. 336-339.

Nous sommes arrivés au Chili pour y remplir la mission de l'Evangile. On nous avait dit que, là-bas, le problème majeur était le manque de prêtres, de religieuses et de laïcs préparés qui pourraient faire connaître la Bonne Nouvelle. Cependant, peu à peu, au contact des ouvriers et des paysans, nous avons commencé à découvrir que le vrai problème était, au fond, un problème de justice. Nous étions face à des hommes et des femmes qui vivaient dans des conditions infra-humaines. Cela était le produit, non de la paresse et du vice, comme certains tentaient de l'expliquer, mais plutôt des structures socio-économiques qui ne pouvaient qu'engendrer ou des analphabètes ou des retardés mentaux ou des tuberculeux, et réduire énormément les chances de survie d'un grand nombre dès le moment de la naissance. Nous étions face à des êtres humains dont les chances et les possibilités de réalisation étaient quasi nulles. Enfin, nous avons découvert que la cause de cette injustice était l'enrichissement progressif de plus en plus rapide d'un secteur privilégié et minoritaire de Chiliens et surtout de pays capitalistes étrangers, dont le nôtre.

Face à cette réalité, pour que notre amour soit efficace et qu'il construise la justice, nous devions prendre le chemin adéquat. Pour cela, nous avons dû abandonner les solutions individualistes et nous engager dans une action collective. Nous avons aussi été amenés à découvrir le sens politique de la charité. Nous avons été amenés à comprendre que la libération dont parle l'Evangile ne pouvait se réaliser sans une libération à la fois politique, économique et culturelle. Il nous a semblé impossible de faire découvrir aux hommes du Chili leur dignité de fils de Dieu et de frère de Jésus-Christ s'ils ne retrouvaient pas leur propre dignité, c'est-à-dire s'ils n'accédaient pas à la possibilité de construire une société nouvelle en accord avec leur

histoire et leur réalité concrète, en prenant eux-mêmes en charge l'exploitation de leurs richesses par leur travail productif, s'ils n'avaient pas la possibilité d'élaborer une culture, une vision du monde qui leur soit propre, en puisant dans leur passé et en respectant les valeurs propres aux différents groupes ethniques qui composent leur pays.

Peu à peu, nous nous sommes engagés dans des organisations populaires créées uniquement par les travailleurs pour qu'eux-mêmes découvrent leur réalité et en arrivent peu à peu à trouver des solutions à leurs problèmes. Quelques-uns ont travaillé dans des usines et milité dans les syndicats, d'autres dans des coopératives de paysans, enfin, d'autres dans des universités. Mais tous, au contact de ces personnes luttant désespérément, mais solidairement, pour leur libération, nous avons appris avec eux et par eux que le chemin de leur libération totale et complète ne pouvait pas ne pas passer par là. Nous avons découvert que, face à l'oppression dont ils étaient victimes, seules des valeurs comme la solidarité vécue et exprimée dans des organismes de base étaient capables de briser leurs chaînes et pouvaient leur permettre de découvrir leur dignité de fils de Dieu tant bafouée par des personnes et des pays prétendument chrétiens.

Et c'est ainsi que, à l'élection présidentielle du 4 septembre 1970, nous avons pu nous rendre compte de la joie de tous ces travailleurs, de tous ces paysans qui voyaient dans le compañero Salvador Allende la possibilité d'atteindre cette libération tant désirée. Avec eux, malgré les ambiguïtés de l'entreprise, les difficultés et même les erreurs, nous avons continué à marcher.

De fait, et l'histoire le rétablira, le gouvernement du compañero Allende a connu des réalisations intéressantes et importantes pour tous les travailleurs chiliens.

L'année 1971 fut un succès pour le gouvernement populaire. L'augmentation réelle du pouvoir d'achat dans les masses populaires atteint alors 55%. Le taux de chômage passe de 8.5% qu'il était au mois d'août 1970, à moins de 2%. Le Chili prend peu à peu possession totale des richesses de son sous-sol. Une réforme du Service national de Santé permet à tous d'accéder aux soins médicaux. Les nouveaux-nés et les enfants d'âge scolaire reçoivent une nourriture spéciale pour contrer la malnutrition. Des plans de formation populaire sont mis en place pour permettre à tous une participation de plus en plus consciente au processus en marche. Les paysans, récemment encore réduits à des conditions d'esclavage et d'exploitation, deviennent peu à peu responsables de leur communauté agricole. Plus important encore peut-être, des organisations populaires naissent partout tant dans les villes que dans les campagnes, pour permettre aux travailleurs et aux paysans de résoudre eux-mêmes leurs problèmes et de prendre peu à peu en mains un projet qui devient ainsi leur projet. En fait, au cours de l'année 1971, l'Unité Populaire a connu un réel succès. Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'inflation ne venait pas annuler l'augmentation des salaires accordée en janvier de la même année. L'inflation, au cours de 1971, ne dépassa pas 22%.

Cependant, face au nouveau pouvoir qui surgissait et s'affirmait, la droite, appuyée par des capitaux étrangers, commençait à faire obstacle à ce projet. Ce fut en premier lieu la manifestation des femmes des secteurs bourgeois défilant avec leurs casseroles vides. Ce furent ensuite les attaques constitutionnelles qui obligèrent Allende à remanier constamment son cabinet. Puis les démarches de certaines compagnies américaines, entre autres la ITT, Anaconda, Kennecott, etc. (appuyées par leur gouvernement) pour interdire la vente de pièces de rechange, saisir les comptes de banque des compagnies chiliennes aux Etats-Unis, financer les grèves des patrons chiliens, grèves dirigées contre le gouvernement, et enfin saisir les livraisons de cuivre chilien sur les marchés européens. Ce furent aussi les refus de plusieurs banques des pays nantis, dont le nôtre, de prêter au gouvernement chi-

lien. Ce furent enfin les grèves d'octobre '72, grèves des propriétaires de camions, des médecins, des commerçants, grèves financées et appuyées techniquement par les Etats-Unis et plus précisément par la CIA, grèves qui se sont répétées à partir de juillet '73 et qui ont mis fin au projet élaboré par le peuple chilien cherchant avant tout sa dignité et sa libération.

Si nous avons accompagné et appuyé les travailleurs chiliens dans l'option qu'eux avaient faite pour le gouvernement Allende, comme semble nous le reprocher la junte militaire, c'était que son projet et son programme, basés sur la participation populaire, nous semblaient plus près de l'Evangile que les autres projets proposés par des partis qui, traditionnellement, n'avaient fait qu'exploiter le peuple. C'est parce que nous avons vu dans ces efforts concrets quelque chose qui s'approchait davantage du projet de libération que Dieu propose aux membres de sa famille. De fait, le gouvernement du compañero Allende avait voulu - et, en 1971, a réalisé - une meilleure redistribution du revenu national. C'est ainsi parce que de simples exécutants, les travailleurs chiliens, avaient peu à peu accédé à une participation réelle tant dans la vie économique que dans la vie politique et culturelle de leur pays.

Le coup d'état du 11 septembre dernier vint détruire tous ces projets et ces efforts. Les ouvriers, les paysans, les étudiants sont devenus de simples exécutants forcés d'obéir aveuglément à des ordres appuyés par les mitrailleuses. Le taux de chômage a augmenté énormément depuis un mois, sous prétexte qu'il fallait rationaliser l'économie. Les militaires ont promis aux travailleurs une augmentation du salaire de base équivalant à quatre fois ce qu'il était le 11 septembre, mais le coût de la vie a augmenté de huit à dix fois (et probablement plus) depuis la même date. Les corps intermédiaires, organismes privilégiés de participation, ont été détruits. Aucune consultation populaire n'est permise. Tout est décidé au niveau des officiers supérieurs des forces armées et de l'ancienne bourgeoisie revenue au pouvoir. Par

exemple, dans un quartier populaire, au niveau de l'organisation de la santé, les femmes n'ont plus aucune participation.

Les causes de notre expulsion -ou de l'obligation dans laquelle nous nous sommes vus placés de quitter le pays-, si elles sont multiples, et parfois inventées de toute pièce, peuvent tout de même se réduire à une seule: nous avons accompagné le peuple dans la recherche entreprise par lui de se libérer par la création d'organisations nouvelles afin de répondre aux problèmes surgissant jour après jour, que ce soit au sujet du ravitaillement, du contrôle des prix de la santé, ou de la participation des travailleurs dans l'entreprise et dans l'élaboration d'un nouveau système d'éducation.

---

C'est encore bouleversés par les événements survenus dernièrement au Chili, et en vertu de notre expérience vécue là-bas, que nous nous permettons de demander à l'Eglise canadienne d'être vigilante face à la croisade entreprise par le junta militaire à travers différents ambassadeurs (commerçants, ecclésiastiques, militaires) afin de justifier le coup d'état militaire. Nous voyons difficilement, pour quiconque a vécu en contact étroit avec les milieux populaires, qu'on puisse découvrir des aspects positifs à la dictature fasciste actuelle. Nous attendons de l'Eglise canadienne, que nous avons représentée en terre chilienne, qu'elle nous considère comme des témoins de la réalité aussi dignes de foi qu'un quelconque évêque ou dignitaire de l'église.

Nous déplorons le silence de l'épiscopat chilien face aux injustices du régime fasciste et l'appui que certains d'entre eux ont donné à la junta. Nous comprenons que parler est difficile. Cependant, il nous fait mal au coeur de voir que l'Eglise semble être dirigée par les aumôniers militaires et se mettre finalement au service de la junta.

Nous demandons à tous les citoyens québécois et canadiens d'être vigilants face aux corporations multinationales (USA) qui imposent leurs lois sans avoir de comptes à rendre à personne sauf à leurs actionnaires les plus importants et qui, en fait, font et défont à leur guise des gouvernements même démocratiquement élus. Nous déplorons d'une façon spéciale l'attitude du gouvernement canadien qui, dans une lettre adressée par M. Sharp à l'un des nôtres, le 12 décembre 1972, disait: "En ce qui concerne les entreprises privées canadiennes, vous comprendrez facilement que le gouvernement canadien n'a aucun contrôle à ce sujet, les hommes d'affaires et les directeurs des banques canadiennes étant tout à fait libres d'adopter l'attitude qui leur plaît en ce qui concerne la gérance de leurs propres affaires". Il est évidemment difficile à un ministre des relations extérieures d'avoir une attitude différente quand il est constamment soumis à de très fortes pressions de la part d'entreprises ayant des intérêts dans des pays d'Amérique Latine, par exemple le Brésil.

Nous dénonçons l'attitude adoptée par le ministère des relations extérieures qui affirme à la Chambre des Communes être disposé à faciliter les procédures d'immigration aux Chiliens et aux étrangers en difficulté, mais qui, en fait, rend difficile, sinon impossible, l'accès aux bureaux de l'Ambassade. Nous dénonçons également les difficultés rencontrées par les compagnons chiliens et brésiliens récemment arrivés au pays avec l'espoir d'être admis comme immigrants, mais qui rencontrent des difficultés sans nombre de la part de l'immigration et de la police fédérale.

Enfin, nous demandons aux organismes internationaux d'être plus clairvoyants et de ne pas se laisser leurrer par les belles paroles de la junte militaire lors de leur visite au Chili. Nous nous réjouissons de l'attitude des juristes internationaux qui dénoncèrent la constante violation des droits de l'homme au Chili de la part de la junte militaire. En effet, des milliers de personnes souffrent injustement et sont constamment lésés dans leurs droits fondamentaux, comme le

manifestent les tortures et le nombre incalculable d'exécutions sommaires dans le plus pur style nazi. Ces faits ne peuvent être ignorés tant par les Nations Unies que par le Conseil mondial des Eglises, ou des organismes internationaux comme la Croix Rouge, l'Organisation internationale du Travail (OIT), etc.

Nous demandons la création d'un tribunal international pour juger les crimes commis par la junte militaire chilienne (comme celui de Stockholm pour les crimes commis par les armées américaines au Vietnam).

Nous faisons appel à la justice pour que s'ouvrent toutes grandes les portes d'accès à notre pays aux Chiliens et aux étrangers persécutés par la junte. Nous faisons appel à la solidarité chilienne du peuple québécois pour les accueillir comme des frères injustement opprimés.

Notre manifeste veut être un hommage au peuple chilien et un témoignage de reconnaissance pour tout ce que nous avons appris à son contact. Nous étions partis pour donner. Nous nous retrouvons aujourd'hui plus riches qu'au départ, grâce à un peuple qui a voulu construire dans la démocratie une société plus juste et plus fraternelle en donnant aux travailleurs tant ruraux qu'urbains la place qui leur est due dans la construction d'une société.

Par un groupe de missionnaires expulsés du Chili par la junte militaire:

Michel Baubien, Clothilde Bertrand, Jacques Boivin, Guy Boulanger, Patrick Donavan, Robert Dumas, Maurice Hébert, Jean-Marie Jutras, Yves Laneuville, Jacques Laporte, Jean Latulippe, Edouard Morin, Jeannette Pomerleau, Robert Quévillon, Monique Robert, Jean-Jacques Roy, Nelson Soucy.